



GRANDES

tendances

Entre le deuxième trimestre de 2005 et le trimestre correspondant de 2006, les petites entreprises ont créé 103 200 emplois, soit 36,7 % de ceux créés dans l'économie canadienne. C'est la plus importante contribution des petites entreprises à la création d'emplois depuis le premier trimestre de 2004 (62,1 %).

Le nombre de faillites commerciales a continué de diminuer pour s'établir à 1 801 au deuxième trimestre de 2006, soit une diminution de 10,8 % par rapport au trimestre correspondant de 2005.

Au troisième trimestre de 2006, il y avait 2,49 millions de travailleurs indépendants, soit une baisse de 1,2 % par rapport au trimestre correspondant de 2005. Il s'agit de la deuxième baisse consécutive sur douze mois après quatre années de croissance.

Les prêts en cours consentis aux entreprises¹ par les banques à charte ont continué d'augmenter au deuxième trimestre de 2006, pour se chiffrer à 110,9 milliards de dollars au deuxième trimestre de 2006, soit une hausse de 10,7 % par rapport au trimestre correspondant de 2005. Les prêts de moins de 1 million de dollars constituaient 47 % de l'ensemble des prêts consentis aux entreprises.

¹ Ce chiffre n'inclut pas les hypothèques non résidentielles, les prêts agricoles et les engagements des clients au titre d'acceptations.

ATELIER SUR LE PRF PME

Mieux comprendre le financement des PME

On reconnaît depuis longtemps l'importance des petites entreprises dans la croissance et le bien-être économiques. Or l'accès au financement peut s'avérer un facteur déterminant de la croissance de ces entreprises. Les gouvernements doivent disposer des bonnes informations afin de s'assurer que les programmes et initiatives de financement qu'ils mettent en place pour les petites et moyennes entreprises (PME) sont pertinents. À cette fin, le Programme de recherche sur le financement des PME (PRF PME) – issu d'un partenariat entre Industrie Canada, Statistique Canada et le ministère des Finances Canada – offre un vaste outil objectif pour recueillir et analyser des données sur l'offre et la demande de financement pour les PME.

Dans le cadre d'un atelier tenu récemment, des intervenants clés et des partenaires de financement éventuels ont réévalué le PRF PME. L'objectif était d'examiner les résultats de ses cinq premières années d'existence et de déterminer les priorités pour les cinq prochaines années. L'événement a été organisé conjointement par Industrie Canada et l'École de gestion de l'Université d'Ottawa, avec l'aide de la Banque de développement du Canada (BDC) et d'Exportation et développement Canada (EDC) et la participation de cadres supérieurs de ces deux organisations.

(suite à la page 2)

SOMMAIRE

<i>Faillites commerciales</i>	3
<i>Création d'emplois</i>	4
<i>Travail indépendant</i>	6
<i>Financement</i>	7
<i>Faits nouveaux</i>	8





(suite de la page 1)

Environ 80 invités de diverses institutions y ont participé :

- les représentants de ministères fédéraux (Environnement Canada, Agriculture et Agroalimentaire Canada);
- les représentants de ministères provinciaux (Ontario, Québec, Colombie-Britannique et Terre-Neuve-et-Labrador);
- des organismes de développement régional (p. ex., FedNor, Diversification de l'économie de l'Ouest Canada, l'Agence de promotion économique du Canada atlantique et l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec);
- des sociétés d'État;
- des chercheurs du milieu universitaire et du secteur privé;
- des représentants d'associations de gens d'affaires (p. ex., la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante et l'Association des banquiers canadiens).

L'événement a également attiré des participants provenant du Danemark (ministère des Affaires économiques et commerciales), de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), de la Suède (Université de Lund), des États-Unis et du Royaume-Uni.

Les participants ont discuté de l'importance de comprendre les lacunes relatives au financement au Canada, ainsi que des difficultés à surmonter pour déterminer leur nature et préciser où elles se situent. Des résultats de recherche utilisant le PRF PME ont été présentés sur des sujets tels que l'évaluation des programmes de financement, l'identification des lacunes relatives au financement par emprunt ainsi que la compréhension du marché des capitaux et des caractéristiques des emprunteurs.

Les participants à l'atelier ont également examiné les orientations futures du programme. Selon eux, une plus étroite collaboration avec d'autres ministères, le secteur privé, le milieu de la recherche et les universités est souhaitable. Les participants ont relevé quatre priorités clés à examiner :

- élaborer des données longitudinales afin de mieux comprendre les facteurs qui mènent à la croissance, à la survie ou à la faillite des petites entreprises;
- mieux comprendre les lacunes relatives au financement, particulièrement le financement de succession de l'entreprise;
- améliorer la communication et élaborer une stratégie de diffusion pour favoriser des liens plus étroits entre la demande et l'offre de financement, une meilleure compréhension de la préparation en vue de traiter avec des investisseurs et de plus amples renseignements au niveau régional;
- mieux comprendre les obstacles à l'obtention d'un financement, notamment l'information sur l'évolution du marché des capitaux, les répercussions du stade de développement des PME et les distinctions entre la situation en milieu urbain et celle en milieu rural.

Les partenaires du PRF PME profiteront de l'intérêt exprimé à l'atelier pour trouver de nouveaux partenaires afin d'élaborer, à la lumière de ces résultats, un plan d'action pour les cinq prochaines années.

Pour en apprendre davantage concernant l'atelier sur le PRF PME, obtenir des données ou consulter les études reliées au programme, visitez le site www.pme-prf.gc.ca.

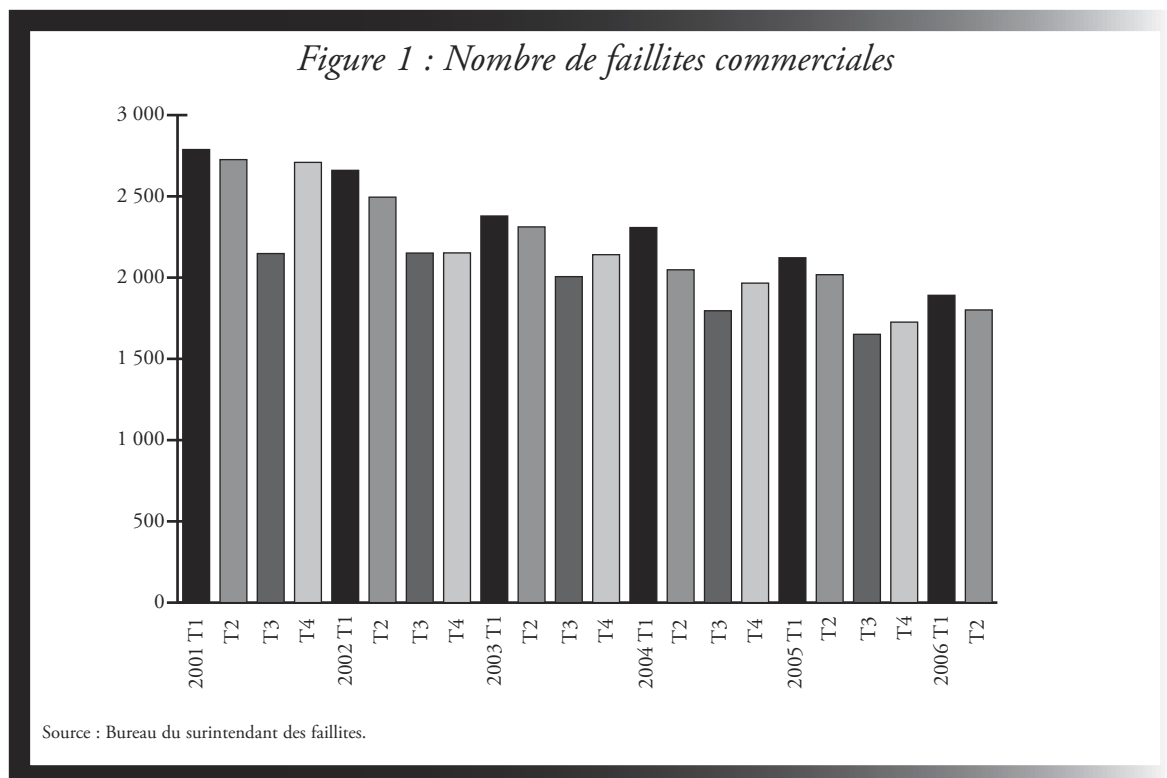
FAILLITES *commerciales*

Au deuxième trimestre de 2006, le nombre de faillites commerciales a continué de reculer, avec une baisse de 10,8 % par rapport à la même période de 2005, passant de 2 018 à 1 801 (voir la figure 1). Il faut remonter jusqu'au quatrième trimestre de 2001 pour observer une hausse sur douze mois du nombre des faillites commerciales au Canada. Le nombre actuel de faillites représente également une baisse 4,8 % par rapport au premier trimestre de 2006 (1 891 faillites).

Quatre secteurs comptaient à eux seul pour la moitié des faillites commerciales au deuxième trimestre de 2006, soit ceux de la construction (316), du commerce de détail (234), de l'hébergement et des services de restauration (191), et du transport et de l'entreposage (182). Le secteur de la construction et celui du commerce de détail ont particulièrement contribué au recul sur douze mois des faillites commerciales, ayant chacun enregistré 77 faillites en moins par rapport au deuxième trimestre de 2005.

Bien que le nombre de faillites commerciales ait diminué, le passif lié à ces faillites a connu une forte progression. Au second

trimestre de 2006, il s'est chiffré à 1,6 milliard de dollars, soit plus du double du passif au second trimestre de 2005 (731 millions de dollars). Cette forte hausse est essentiellement attribuable à un petit nombre de faillites dans le secteur des finances et des assurances. Dans ce secteur, le passif est passé de 7,6 millions de dollars au deuxième trimestre de 2005 à 862,5 millions de dollars un an plus tard. En excluant le secteur des finances et des assurances, le passif total ne s'est accru que de 1,3 % par rapport au second trimestre de 2005, passant de 723,6 millions à 732,7 millions de dollars. Le passif dans le secteur du commerce de détail a également été particulièrement élevé, se chiffrant à 193,2 millions de dollars, comparativement à 76,4 millions de dollars au deuxième trimestre de 2005. La forte croissance du passif lié aux faillites a fait fortement augmenter le passif moyen par entreprise faillie, qui s'est établi à 886 000 \$ comparativement à 362 000 \$ au deuxième trimestre de 2005. En excluant le secteur des finances et des assurances, le passif moyen a seulement augmenté de 14 %, passant de 361 000 \$ à 412 000 \$ au second trimestre de 2006.



CRÉATION *d'emplois*

Selon les données de l'*Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures* de Statistique Canada, le nombre d'emplois rémunérés a continué d'augmenter au deuxième trimestre de 2006, progressant de 281 016 par rapport au trimestre correspondant de 2005, pour atteindre 13 884 867 (voir le tableau 1). Cette hausse correspond à une croissance annuelle de 2,1 %, soit la plus forte en 12 trimestres. Bien que les grandes entreprises¹ aient le plus contribué à la croissance, avec 53,1 % des emplois nets créés, la contribution des petites entreprises a continué d'augmenter pour atteindre 36,7 %. Il s'agit de la plus importante contribution des petites entreprises à la création d'emplois depuis le premier trimestre de 2004, lorsque celles-ci avaient généré 62,1 % de l'ensemble de la croissance de l'emploi.

Au deuxième trimestre de 2006, la croissance de l'emploi était surtout attribuable à quatre secteurs : services administratifs et services de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement (45 322 emplois); soins de santé et assistance sociale (40 060 emplois); administrations publiques (39 969 emplois) et commerce de détail (36 537 emplois). C'est toutefois le secteur de l'exploitation minière, gazière et pétrolière qui a enregistré la plus forte hausse,

soit 13,6 % par rapport au deuxième trimestre de 2005 (ou 21 851 emplois). Avec 16 795 emplois nets créés, le secteur de la construction a contribué le plus à la croissance de l'emploi dans la catégorie des petites entreprises. Il était suivi du secteur des soins de santé et de l'assistance sociale et de celui de l'hébergement et des services de restauration, qui ont donné lieu à la création de plus de 13 000 nouveaux emplois chacun par les petites entreprises.

L'emploi a reculé dans deux secteurs. La perte nette du secteur de l'exploitation forestière, qui se chiffre à 3 047 emplois, témoigne des difficultés que connaît ce secteur. Les petites entreprises ont été les plus touchées, puisqu'elles ont perdu 1 943 emplois. Le secteur de la fabrication a subi une perte nette de 19 208 emplois, mais uniquement dans les moyennes et grandes entreprises. Le nombre d'emplois dans les petites entreprises du secteur de la fabrication a augmenté de 3 873 par rapport au deuxième trimestre de 2005.

¹ Les petites entreprises comptent moins de 100 employés; les moyennes entreprises, entre 100 et 499 employés; et les grandes entreprises, 500 employés ou plus.

(suite à la page 5)

(suite de la page 4)

Tableau 1 : Variation nette sur 12 mois¹ de l'emploi rémunéré², selon l'industrie, deuxième trimestre de 2006

Trimestre	Variation		% de la contribution à la variation totale, selon la taille de l'entreprise (nombre d'employés)								
	%	Emplois	0-4	5-19	20-49	50-99	0-99	100-299	300-499	100-499	500+
T2 2005	1,2	160 817	-3,8	-5,4	12,2	10,4	13,5	24,3	-20,0	4,3	82,2
T3 2005	1,4	186 005	3,8	-2,6	14,4	11,1	26,8	18,6	-8,4	10,2	63,1
T4 2005	1,6	219 582	6,7	-3,7	5,8	8,8	17,6	11,3	-1,3	9,9	72,4
T1 2006	1,9	251 814	11,2	2,0	10,2	10,2	33,5	7,8	-0,6	7,1	59,3
T2 2006	2,1	281 016	13,6	4,2	8,8	10,1	36,7	4,9	5,3	10,2	53,1
Industrie	Variation (emplois), deuxième trimestre de 2006										
Exploitation forestière	-5,1	-3 047	-122	-941	-457	-423	-1 943	667	-750	-83	-1 023
Exploitation minière, gazière et pétrolière	13,6	21 851	840	1 160	608	598	3 206	867	2 555	3 422	15 224
Services publics	0,1	144	40	264	-95	53	262	-386	-227	-613	494
Construction	2,9	19 883	9 681	1 200	2 529	3 385	16 795	2 095	3 098	5 193	-2 107
Fabrication	-1,0	-19 208	735	-86	479	2 745	3 873	-9 657	1 846	-7 811	-15 270
Commerce de gros	0,4	2 683	2 089	567	-337	-1 807	512	-142	224	82	2 087
Commerce de détail	2,2	36 537	1 130	89	6 080	4 851	12 150	8 185	3 489	11 674	12 712
Transport et entreposage	1,2	7 295	1 864	291	578	-1 137	1 596	-1 484	301	-1 183	6 884
Industrie de l'information et industries culturelles	0,9	3 167	464	99	15	1 220	1 798	-672	-235	-907	2 277
Finances et assurances	1,3	7 641	4 064	2 197	1 482	667	8 410	1 496	2 426	3 922	-4 691
Services immobiliers et services de location et de location à bail	2,3	5 594	2 373	-1 044	787	-184	1 932	-1 916	1 973	57	3 605
Services professionnels, scientifiques et techniques	1,3	8 827	9 635	-2 217	-269	2 227	9 376	2 993	-2 634	359	-908
Gestion de sociétés et d'entreprises	6,2	5 871	-3 137	-1 927	-1 524	-165	-6 753	645	-105	540	12 084
Services administratifs et services de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	6,9	45 322	2 004	4 341	2 221	2 279	10 845	4 988	9 516	14 504	19 972
Services d'enseignement	2,9	30 034	819	928	896	530	3 173	-5 021	-3 061	-8 082	34 945
Soins de santé et assistance sociale	2,9	40 060	409	5 139	5 912	1 550	13 010	5 984	-5 823	161	26 889
Arts, spectacles et loisirs	0,8	2 115	1 007	-96	-523	921	1 309	-354	1 054	700	106
Hébergement et services de restauration	1,9	18 059	778	1 435	4 006	6 879	13 098	3 676	384	4 060	901
Autres services (sauf les administrations publiques)	1,6	8 217	3 807	-162	1 776	3 135	8 556	1 296	-159	1 137	-1 475
Administrations publiques	5,1	39 969	-258	584	657	1 013	1 996	397	1 149	1 546	36 427
Total – Canada	2,1	281 016	38 226	11 820	24 821	28 333	103 200	13 656	15 024	28 680	149 135

Source : Statistique Canada, *Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures*, septembre 2006.

¹ La variation nette sur 12 mois de l'emploi rémunéré correspond à la différence entre le niveau d'emploi à un trimestre donné et le niveau d'emploi du trimestre correspondant de l'année précédente.

² Les données de l'*Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures* excluent les travailleurs indépendants qui ne touchent pas de salaire et les employés des industries suivantes : agriculture, pêche et piégeage, services de ménages privés, organismes religieux et services militaires de défense. Les données ventilant l'emploi selon la taille des entreprises ne comprennent pas les entreprises non classifiées.



TRAVAIL *indépendant*

Selon l'*Enquête sur la population active* de Statistique Canada, le nombre de travailleurs indépendants au Canada est passé de 1,84 million en 1990 à 2,51 millions en 2005, soit une croissance annuelle moyenne de 2,1 %. Comme l'ensemble de la population canadienne, les travailleurs indépendants canadiens sont de plus en plus instruits (voir le tableau 2). En 1990, 40,1 % des travailleurs indépendants possédaient au moins un certificat ou un diplôme d'études postsecondaires, mais ce chiffre est passé à 58,5 % en 2005. De plus en plus de personnes ayant un diplôme universitaire choisissent également de travailler à leur compte. En quinze ans, les travailleurs indépendants possédant un diplôme universitaire sont passés de 15,9 % de l'ensemble des travailleurs autonomes à 25,1 %. Pendant cette période, leur nombre s'est accru de 5,3 % par année. La proportion des travailleurs indépendants n'ayant pas terminé leurs études secondaires a en revanche diminué de plus de la moitié, passant de 33,1 % à 15,0 %.

L'amélioration du niveau de scolarité des travailleurs indépendants a été plus rapide que celle des salariés.

Bien qu'en 1990, la proportion de travailleurs possédant au moins un certificat ou un diplôme d'études postsecondaires était plus faible chez les travailleurs autonomes que chez les salariés (40,1 % comparativement à 40,9 %), quinze ans plus tard, les travailleurs indépendants étaient plus susceptibles que les salariés de posséder un certificat, un diplôme d'études postsecondaires ou un diplôme universitaire (58,5 %, comparativement à 56,6 % pour les salariés).

Cette amélioration du niveau de scolarité a été visible dans toutes les catégories de travailleurs indépendants. Il semble également que plus le niveau de scolarité des travailleurs indépendants est élevé, plus ils sont susceptibles de constituer leur entreprise en société. En 2005, 60,4 % des travailleurs indépendants dont l'entreprise est constituée en société et ayant une aide rémunérée et 63,2 % de ceux dont l'entreprise est constituée en société et n'ayant aucune aide rémunérée détenaient un certificat ou un diplôme d'études postsecondaires ou un diplôme universitaire. Toutefois, cette proportion était en deçà de 60 % chez les travailleurs indépendants dont l'entreprise n'est pas constituée en société.

Tableau 2 : Répartition des travailleurs indépendants¹ et des employés selon le niveau de scolarité, en pourcentage, Canada, 1990 et 2005

Niveau de scolarité	Employés		Travailleurs indépendants		Entreprise constituée en société				Entreprise non constituée en société			
					Avec aide rémunérée		Sans aide rémunérée		Avec aide rémunérée		Sans aide rémunérée	
	1990	2005	1990	2005	1990	2005	1990	2005	1990	2005	1990	2005
0-8 ans	6,6	2,6	12,0	4,5	7,9	3,0	7,3	3,3	12,8	5,2	14,1	5,1
Études secondaires partielles	19,0	10,8	21,1	10,5	15,8	8,8	16,2	8,4	18,1	9,6	24,8	12,0
Diplôme d'études secondaires	23,3	21,0	19,4	19,7	21,5	21,1	20,5	18,5	17,8	19,4	18,4	19,6
Études postsecondaires partielles	10,1	9,0	7,5	6,7	8,1	6,7	8,1	6,6	6,1	6,0	7,5	6,8
Certificat ou diplôme d'études postsecondaires	26,7	34,8	24,2	33,4	27,0	33,1	28,3	34,0	23,8	31,1	22,8	34,3
Diplôme universitaire	14,2	21,8	15,9	25,1	19,6	27,3	19,6	29,2	21,4	28,8	12,4	22,3
Tous les niveaux	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2005, tableaux spéciaux.

¹ Les travailleurs familiaux non rémunérés ne sont pas inclus dans ce tableau en raison de leur nombre peu élevé.

FINANCEMENT

L'investissement étranger accroît sa part du marché du capital de risque au Canada

On considère généralement que le financement par capital de risque et les activités de financement ont une grande importance pour la croissance et la survie des entreprises. Toutefois, ces dernières années, la structure du marché du capital de risque au Canada a quelque peu changé, les investisseurs étrangers s'étant taillé une plus grande part du marché. Selon l'Association canadienne du capital de risque et d'investissement, la proportion accrue des fonds étrangers sur le marché canadien du capital de risque reflète le manque de capital de risque disponible auprès de sources canadiennes par rapport à la qualité des possibilités qui s'offrent aux entreprises¹.

Activité de financement par capital de risque au Canada, de 1996 à 2006

Le marché canadien du capital de risque s'est contracté depuis 2001. L'activité a diminué progressivement jusqu'en 2003 et, malgré une intensification de l'activité d'investissement en capital de risque en 2004 et en 2005, les investissements montrent une tendance à la baisse en 2006. Le montant total investi pendant le premier semestre de 2006 a atteint 867 millions de dollars, en baisse de 13 % par rapport au milliard enregistré au premier

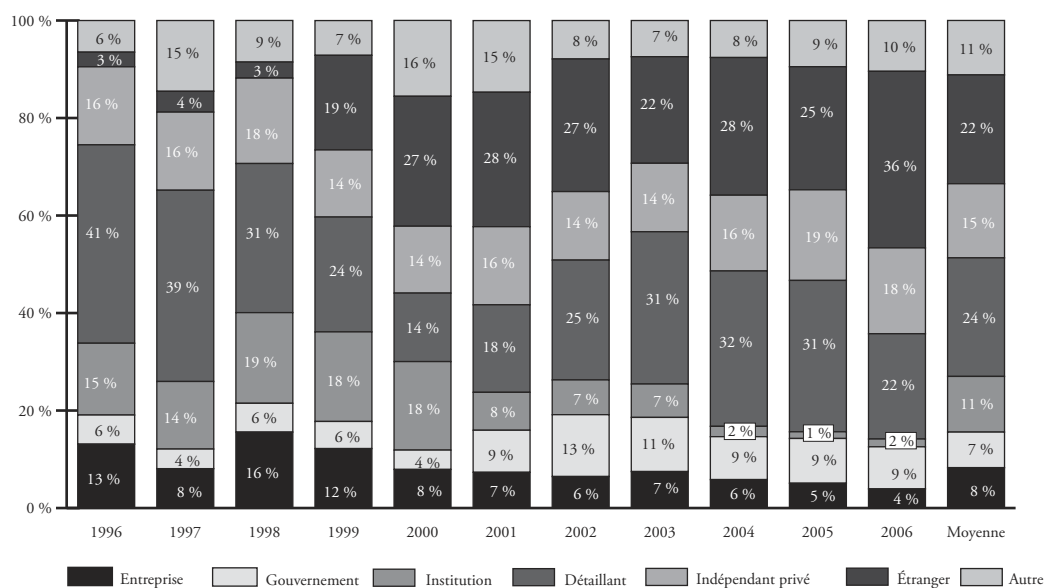
semestre de 2005. L'activité de financement a connu une baisse plus marquée (27 %), passant de 1,2 milliard de dollars au premier semestre de 2005 à 879 millions de dollars au semestre correspondant de 2006.

Importance des investissements étrangers en capital de risque

Comme le montre la figure 2, la part du marché de l'investissement étranger s'élevait à 19 % en 1999 et elle a continué de progresser pour représenter au moins 22 % de l'ensemble des investissements canadiens en capital de risque. Au premier semestre de 2006, les investisseurs non canadiens (principalement américains) étaient à l'origine de 36 % des investissements consentis par des sociétés de capital de risque aux entreprises canadiennes. Toutefois, au deuxième trimestre de 2006, l'investissement étranger a chuté de 22 % par rapport aux 236 millions de dollars investis au trimestre correspondant de 2005. Bien que l'investissement étranger diminue, sa baisse n'est pas aussi rapide que celle du capital de risque canadien, si bien que la part de l'investissement étranger dans l'investissement en capital de risque canadien va en augmentant.

¹ Association canadienne du capital de risque et d'investissement, *Canada's Venture Capital Industry More Active in Second Quarter 2006*, communiqué de presse, août 2006.

Figure 2 : Part des montants investis, selon le type d'investisseur, de 1996 à 2006



Source : Thomson Financial.

FAITS *nouveaux*

Conférence mondiale de l'OCDE et de l'APEC intitulée « La suppression des obstacles à l'accès des PME aux marchés internationaux »

La Conférence mondiale de l'OCDE et de l'APEC intitulée « La suppression des obstacles à l'accès des PME aux marchés internationaux » s'est tenue du 6 au 8 novembre à Athènes, en Grèce.

Le principal but de cette conférence était de cerner les mécanismes présentant un bon rapport coût-efficacité propres à supprimer les obstacles à l'accès des PME aux marchés internationaux et de favoriser l'internationalisation de ces entreprises. La Conférence a permis de mieux connaître le point de vue des PME sur les obstacles que celles-ci rencontrent lorsqu'il s'agit d'accéder aux marchés

internationaux. Les participants ont également passé en revue les meilleurs programmes de soutien mis en place par les administrations publiques au niveau national ou local pour éliminer ces entraves.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur la Conférence de l'OCDE et de l'APEC, visitez le site www.oecdathens.gr/fr/.

Treizième réunion des ministres responsables des petites et moyennes entreprises de l'Organisation de coopération économique Asie-Pacifique (APEC)

La réunion des ministres responsables des petites et moyennes entreprises de l'APEC s'est tenue à Hanoi, au Vietnam, les 28 et 29 septembre 2006. Le principal objectif du groupe de travail est d'encourager le développement des petites et moyennes entreprises qui créent le plus d'emplois dans la région de l'Asie-Pacifique et qui constituent le moteur de la croissance économique de cette région. Les participants se sont efforcés de recenser les meilleures politiques et les pratiques exemplaires en entrepreneuriat afin de renforcer la compétitivité des PME au chapitre du commerce et de l'investissement dans la région.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur la réunion des ministres responsables des PME de l'APEC, consultez le site www.apec.org.

Bulletin trimestriel sur la petite entreprise – Direction générale de la politique de la petite entreprise

Le *Bulletin trimestriel sur la petite entreprise* est publié par la Direction générale de la politique de la petite entreprise d'Industrie Canada. Cette publication facile à lire donne un aperçu de la performance récente du secteur de la petite entreprise au Canada.

Si vous souhaitez vous y abonner, faites parvenir votre demande à l'adresse prg-sbpb@ic.gc.ca. Si vous avez des questions ou des commentaires concernant le contenu, veuillez en faire part au rédacteur :

Rova Rabemananjara
Courriel : rabemananjara.rova@ic.gc.ca

Direction générale de la politique de la petite entreprise
Industrie Canada
235, rue Queen
Ottawa (Ontario) K1A 0H5
Téléphone : 613-941-1462
Télécopieur : 613-946-1035
Site Web : www.strategis.gc.ca/recherchepe

Autorisation de reproduction

À moins d'indication contraire, l'information contenue dans cette publication peut être reproduite, en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais et sans autre permission d'Industrie Canada, pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée afin d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, qu'Industrie Canada soit mentionné comme organisme source et que la reproduction ne soit présentée ni comme une version officielle ni comme une copie ayant été faite en collaboration avec Industrie Canada ou avec son consentement.

Pour obtenir l'autorisation de reproduire l'information contenue dans cette publication dans un but commercial, veuillez faire la demande par courriel (copyright.droitdauteur@communication.gc.ca).

N° de cat. C12-18/8-3
ISSN 1205-9099
60115



10 %